



## Conseil de sécurité

### La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne.

#### Débat ouvert

New York, le 24 octobre 2023

Déclaration lue par Mme Maya Tissafi  
Secrétaire d'Etat au Département fédéral des affaires étrangères

---

Monsieur le Président, Excellence,

Je tiens à vous remercier pour l'organisation de ce débat ouvert sur la situation au Moyen-Orient. Je remercie aussi le Secrétaire général, le Coordinateur spécial Tor Wennesland et de son adjointe Lynn Hastings pour leurs interventions importantes. La présence de nombreux ministres des affaires étrangères et d'autres hauts représentants d'Etats membres témoigne de la gravité du moment.

Excellences,

La Suisse, pays dépositaire des Conventions de Genève, a fait de la protection des civils et du respect du droit international humanitaire une priorité de son mandat au Conseil de sécurité. Nous nous engageons pour un Conseil qui *même* dans l'urgence, – et *surtout* dans l'urgence – fait du respect du droit international humanitaire une priorité.

Dès le 7 octobre, la Suisse a fermement condamné les actes de terreur, les tirs indiscriminés de roquettes contre la population israélienne et les prises d'otages menées par le Hamas. Tous les otages retenus à Gaza doivent être traités humainement et libérés, de manière immédiate et inconditionnelle.

Nous avons dès le début de cette crise également reconnu la volonté légitime de défense et de sécurité nationales d'Israël. Le droit international humanitaire prend en compte la sécurité légitime et la nécessité militaire. Nous rappelons aux parties le caractère obligatoire de toutes ses règles, sans exceptions, en particulier les principes de distinction, de proportionnalité et de précaution dans la conduite des hostilités.

Avant-même le 7 octobre, nous évoquions au sein de ce Conseil le nombre de morts, qui atteignait déjà des records effrayants. Nous déplorons aujourd'hui les victimes des actes de terreur du Hamas, ainsi que la mort de milliers de civils, dont des milliers d'enfants, en Israël et dans tout le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. Nous présentons nos plus sincères condoléances à leurs proches.

La semaine dernière, de nombreuses personnes ont été tuées ou blessées lorsque l'hôpital Al-Ahli à Gaza a été touché. La Suisse s'est jointe au Secrétaire général dans une condamnation sans équivoque. Elle a demandé qu'une enquête soit menée, afin que les faits soient éclaircis.

Monsieur le Président,

Il faut impérativement protéger les civils et les personnes qui ne participent plus aux hostilités. Il faut les protéger des actes de terreur en Israël, il faut les protéger à Gaza et en Cisjordanie où l'augmentation des violences, notamment par les colons, est inquiétante. Nous soulignons également la nécessité de mener des enquêtes sur toutes les violations du droit international, afin que leurs auteurs puissent être traduits en justice.

Deux semaines après le début des hostilités, la situation humanitaire à Gaza est catastrophique. Les Gazaouis, y compris le million et demi de déplacés, ont besoin d'une assistance et d'une protection urgentes. Ils se trouvent aujourd'hui complètement assiégés, privés d'eau, d'électricité et de services essentiels. Les capacités d'accueil des infrastructures de l'UNRWA et des hôpitaux sont complètement dépassées. Pour faire face à cette urgence, je suis heureuse d'annoncer que la Suisse a décidé de mobiliser rapidement des fonds supplémentaires pour le CICR et OCHA.

Il est important que des volumes adéquats d'aide entrent dans Gaza et qu'un accès rapide, entier, sûr et sans entraves soit autorisé et facilité conformément au droit international humanitaire. Des pauses humanitaires sont également nécessaires.

Monsieur le Président,

Nous nous devons d'exercer notre influence sur les parties afin d'empêcher une escalade encore plus grave, voire une régionalisation du conflit. Cela passe également par un appel au respect du droit international humanitaire qui est indispensable pour freiner la spirale de violence.

L'action humanitaire et la gestion de la crise sont essentielles. Mais nous ne devons pas perdre de vue que le seul socle sur lequel la paix et la stabilité peuvent reposer est la solution à deux États : deux États démocratiques, Israël et la Palestine, qui vivent côte à côte, en paix, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, comme ce Conseil l'a envisagé.

Je vous remercie.

---

*Unofficial translation*

Mr President, Excellency,

I would like to thank you for organizing this Open Debate on the situation in the Middle East. I also thank the Secretary-General, Special Coordinator Tor Wennesland and his deputy Lynn Hastings for their important interventions. The presence of numerous foreign ministers and other senior representatives of member states testifies to the seriousness of the moment

Excellencies,

As the depositary of the Geneva Conventions, Switzerland has made the protection of civilians and respect for international humanitarian law a priority of its mandate on the Security Council. We are committed to a Council that *even* in times of emergency – and *especially* in times of emergency – makes respect for international humanitarian law a priority.

As early as 7 October, Switzerland strongly condemned the acts of terror, indiscriminate rocket fire against the Israeli population and hostage-taking perpetrated by Hamas. All hostages held in Gaza must be treated humanely and released immediately and unconditionally.

From the beginning of this crisis, we have also recognised Israel's legitimate concern for national defence and security. International humanitarian law takes account of legitimate security and military necessity. We remind the parties of the binding nature of all its rules, without exception, in particular the principles of distinction, proportionality and precaution in the conduct of hostilities.

Even before 7 October, we were talking in this Council about the death toll, which had already reached appalling records. Today we mourn the victims of Hamas's acts of terror and the deaths of thousands of civilians, including thousands of children, in Israel and throughout the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem. We offer our deepest condolences to their families.

Last week, many people have been killed or injured when the hospital Al-Ahli in Gaza was hit. Switzerland has joined the Secretary General in an unequivocal condemnation. It has asked for an investigation to be carried out so that the facts can be clarified.

Mr President,

It is vital to protect civilians and persons who are no longer taking part in hostilities. They must be protected from acts of terror in Israel, they must be protected in Gaza and the West Bank, where the increase in violence, particularly by settlers, is worrying. We also stress the need to investigate all violations of international law so that the perpetrators can be brought to justice.

Two weeks after the start of hostilities, the humanitarian situation in Gaza is catastrophic. The people of Gaza, including the one and a half million displaced persons, need urgent assistance and protection. They are now completely besieged, deprived of water, electricity and essential services. The capacity of UNRWA infrastructures and hospitals has been completely exceeded. In response to this emergency, I am pleased to announce that Switzerland has decided to rapidly mobilise additional funds for the ICRC and OCHA.

It is important that adequate volumes of aid enter Gaza and that rapid, full, safe and unhindered access is allowed and facilitated in accordance with international humanitarian law. Humanitarian pauses are also necessary.

Mr President,

We must exert our influence on the parties to prevent an even more serious escalation, or even a regionalisation of the conflict. This also means calling for respect for international humanitarian law, which is essential if the spiral of violence is to be halted.

Humanitarian action and crisis management are essential. But we must not lose sight of the fact that the only foundation on which peace and stability can rest is the two-state solution: two democratic states, Israel and Palestine, living side by side, in peace, within secure and recognised borders, as envisaged by this Council.

Thank you.